



SESSION ANNUELLE DES ASSEMBLÉES DES GOUVERNEURS

FORTALEZA (BRÉSIL)

AB-2170
CII/AB-809
11 mars 2002
Original : espagnol

DISCOURS DU GOUVERNEUR POUR LA BOLIVIE
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Jacques Trigo Loubière

1. Je vous parle au nom de la Bolivie, pays qui, depuis la seconde moitié des années 80, a stabilisé son économie et mis en œuvre un ensemble de réformes structurelles qui visent le renforcement de l'économie de marché, la modernisation de l'État et, en particulier, la réduction de l'extrême pauvreté et des écarts économiques et sociaux de plus en plus grands, ainsi que l'avènement d'une solide démocratie.
2. Du début des années 90 jusqu'en 1998, le pays a affiché un taux de croissance moyen de plus de 4 % par an, grâce aux réformes que je viens d'évoquer. Toutefois, ces trois dernières années, la Bolivie a accusé de faibles niveaux d'activité économique et une recrudescence du chômage, par suite de la forte détérioration des termes de l'échange, du ralentissement de l'économie des pays voisins, de l'élimination des cultures illicites de coca et de la lutte contre la contrebande. En outre, l'agitation paysanne a paralysé les principaux axes de transport et engendré un climat d'agitation sociale qui aurait pu déboucher sur une crise aux conséquences graves pour l'avenir du pays.
3. Par ailleurs, les conditions climatiques défavorables causées par les phénomènes El Niño et La Niña ont occasionné de lourdes pertes dans l'agriculture et la dégradation de l'infrastructure routière. Depuis le début de cette année, les catastrophes naturelles ont frappé les principaux départements producteurs du pays, notamment la ville de La Paz.
4. J'aimerais à présent souligner la fermeté de la décision du Gouvernement bolivien de continuer à combattre le trafic des stupéfiants, malgré les coûts économiques et sociaux élevés que cela comporte. La lutte contre le trafic des stupéfiants et la diminution des cultures illicites de coca représentent une diminution annuelle du PIB d'au moins 3 %, dont l'impact a dû être absorbé par de larges segments de la population, engendrant une instabilité politique et sociale constante. Pour compenser ces effets, le gouvernement a lancé un Programme de développement alternatif dont la portée est limitée par l'insuffisance de ressources, ce qui ne lui a pas permis de répondre aux attentes des petits cultivateurs.

5. Par ailleurs, les facteurs mentionnés précédemment ont entraîné une forte contraction de la demande intérieure et une diminution des ventes du secteur privé, limitant ainsi les possibilités de ce secteur d'assurer le service de sa dette envers le système financier.

6. Les réformes structurelles auront certes des effets bénéfiques à long terme, mais dans les dix prochaines années, leur coût budgétaire élevé pourrait compromettre l'équilibre macroéconomique. Tel est le cas de la réforme des régimes de retraite, qui vise à garantir une vie digne aux futurs retraités et à dynamiser le marché des capitaux ; toutefois, son exécution implique une dépense budgétaire annuelle qui représente 4,5 % du PIB.

7. Dans ce contexte économique, politique et social complexe, en août 2001, le Président Hugo Banzer Suárez a dû abandonner le pouvoir pour des raisons de santé, laissant les rênes de la nation au nouveau Président Jorge Quiroga Ramírez, qui a lancé un Plan de 12 mois visant à mettre fin à la situation difficile dans laquelle se trouvait le pays et à jeter les bases d'une stratégie sociale d'ensemble pour combattre la pauvreté. Les principaux aspects de ce programme de 12 mois sont les suivants :

- Encouragement à l'investissement public, afin de stimuler la demande globale et de répondre aux exigences sociales. Cette mesure a eu pour résultat un volume record d'investissements publics qui a dépassé le montant prévu à l'origine au budget.
- L'exécution du Plan national d'emploi d'urgence, prévoyant chaque mois la création de 10 000 emplois afin de réduire le chômage.
- Le paiement d'une pension annuelle aux personnes âgées de plus de 65 ans sur les ressources provenant de la capitalisation, et le versement de cotisations au Fonds immobilier pour améliorer le revenu de la population.
- L'exécution de programmes de restructuration financière par les municipalités et l'appui aux universités et préfectures, pour qu'elles puissent exécuter leurs programmes d'investissement et de remboursement de leurs dettes au secteur privé.
- La restructuration de la dette du secteur privé avec les banques par la création d'un Fonds spécial de relance économique, avec un apport de ÉU\$500 millions. Parallèlement a été entrepris un Programme de renforcement patrimonial du secteur financier.

Cette injection de ressources a permis d'éviter la crise dans les secteurs, les régions et les groupes vulnérables les plus touchés.

8. L'élément le plus important du plan du Président Quiroga pour le moyen et le long terme est l'application de la Stratégie bolivienne de réduction de la pauvreté, qui est le résultat d'un vaste processus de participation de la société civile appelé Concertation nationale. Cette stratégie définit des actions pour relever le revenu des pauvres, améliorer leurs capacités, réduire leur vulnérabilité et élargir leur participation dans le cadre de la décentralisation administrative.

9. Avec les fonds provenant de l'allégement de la dette consenti au titre de l'Initiative PPTE, davantage de ressources ont été affectées aux municipalités les plus pauvres, et les prestations et couvertures des services de santé et d'éducation se sont élargies.

10. L'autre composante du Plan de 12 mois est le renforcement institutionnel et la lutte contre la corruption. Dans ce domaine, le pays s'est efforcé de promouvoir l'institutionnalisation du Service national des routes et les Impôts, et de poursuivre la réforme des douanes. En outre, il a établi des normes pour réglementer les marchés d'État et les déclarations sous serment des biens et revenus des fonctionnaires publics.

11. L'ouverture des marchés et l'attrait de l'investissement étranger direct sont les priorités du Gouvernement. C'est ainsi qu'ont été conclus des accords commerciaux avec la Communauté andine, qui consolident les marchés du soja et des oléagineux. Il est également procédé à la révision et l'élargissement des préférences tarifaires pour les exportations boliviennes à destination des États-Unis.

12. Dans le secteur des hydrocarbures, où la Bolivie est le deuxième pays latino-américain, avec d'importantes réserves prouvées de gaz, le pays a renforcé son intégration énergétique avec le Brésil, augmentant ainsi ses volumes de vente de gaz naturel. Il est en outre en train de négocier un projet pour l'exportation de gaz liquide vers le marché nord-américain.

13. Les mesures précitées, combinées à une reprise internationale à partir du second semestre, permettent d'entrevoir pour cette année un taux de croissance de l'économie bolivienne de l'ordre de 3 % et la poursuite des réformes structurelles engagées.

14. Tous ces objectifs ont pu être atteints grâce à l'action efficace de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui se traduit par la bonne exécution de projets prioritaires dans le domaine social et dans le domaine de l'infrastructure routière. Il convient également de souligner l'appui de mon pays aux initiatives de dialogue sur les politiques et la coopération régionale que poursuit la BID. Il est en effet important de favoriser les échanges de données d'expérience entre régions et entre autorités gouvernementales, ainsi que l'ouverture de celles-ci à la société civile.

15. La Banque interaméricaine de développement était également présente lors de la remise immédiate de ressources à titre de secours d'urgence après la catastrophe naturelle qui a frappé récemment la ville de La Paz, et nous lui en sommes reconnaissants. De même, nous sommes sensibles à la canalisation de ressources pour le renforcement du secteur privé national, à travers le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) et la Société interaméricaine d'investissement.

16. Les chocs extérieurs ont modifié les paramètres et les hypothèses utilisés par les pays dans les projections de la viabilité de la dette, limitant leurs possibilités de s'affranchir et mettant en péril la survie des programmes de lutte contre la pauvreté. Ce processus devrait être réévalué à la lumière des derniers événements mondiaux, tels que ceux du 11 septembre, les affrontements socio-politiques de plus en plus violents qui secouent certains pays de la région, l'instabilité des marchés des capitaux et les problèmes de la dette qui ont engendré des difficultés macroéconomiques.

17. Dans ce contexte, il me paraît opportun de vous livrer quelques réflexions sur les politiques de la BID à l'égard du groupe de pays à plus faible revenu et l'articulation de ces politiques avec le reclassement futur de ces pays.

18. L'accès aux ressources du FOS devrait être un encouragement pour les pays qui affichent clairement des stratégies de lutte contre la pauvreté. À ce titre, nous suggérons de tenir compte non seulement du revenu par habitant pour déterminer la répartition des ressources du FOS, mais aussi d'autres facteurs, tels que les résultats macroéconomiques, le fonctionnement des institutions et surtout, les progrès réalisés en ce qui concerne les programmes sociaux et la bonne utilisation des ressources pour combattre la pauvreté.

19. Pour que les programmes en cours n'aient pas à être affectés, il importe que les pays les plus riches de la planète qui sont membres de la Banque augmentent considérablement le volume des ressources concessionnelles. Si cela devait s'avérer impossible dans l'immédiat, il faudrait appliquer une politique de reclassement intermédiaire, afin de permettre un accès combiné à un volume décroissant dans le temps des ressources concessionnelles du FOS et à des ressources additionnelles qui proviendraient du Mécanisme de financement intermédiaire (MFI).

20. Le financement multilatéral doit s'étendre au secteur privé qui, dans les pays relativement moins développés, a des difficultés d'accès aux marchés internationaux des capitaux à des conditions et modalités normales. Sur ce plan, la Banque interaméricaine de développement pourrait accorder des garanties partielles, appuyer l'ouverture de lignes de crédit conditionnel et faire fonction de catalyseur pour le financement de projets d'infrastructure avec le secteur des entreprises privées.

21. En conclusion, la Bolivie accomplit de gros efforts pour consolider sa démocratie et son processus de réformes structurelles. Toutefois, les résultats sont encore insuffisants pour lui permettre de faire reculer la pauvreté, de sorte qu'il est important qu'elle continue de travailler avec l'appui des organismes multilatéraux et, en particulier, de la BID.

22. Pour clore cette communication, je tiens à féliciter et remercier le Gouvernement brésilien et les autorités de l'État de Ceará de l'excellente organisation et du chaleureux accueil réservé à cette session annuelle des Assemblées des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement et de la Société interaméricaine d'investissement.